



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
Des territoires et de la mer**

Arrêté N°2022/SEE/0030

portant régularisation et prescriptions spécifiques concernant le plan d'eau de loisir appartenant à Monsieur Emmanuel BESSEAU et Madame Edwige BESSEAU situé au lieu-dit « L'Oullerie » sur la commune de Villepot

LE PRÉFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE

VU la directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau en date du 23 octobre 2000 ;

VU le code de l'environnement, et en particulier l'article L.214-6 ;

VU le code civil ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les arrêtés ministériels fixant les prescriptions générales applicables aux opérations relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vilaine en vigueur ;

VU le dossier de déclaration d'existence, enregistré sous le numéro 44-2021-00348, reçu le 28 octobre 2021 portant sur un plan d'eau situé au lieu dit « L'Oullerie » à Villepot ;

VU le projet d'arrêté adressé au bénéficiaire pour observations éventuelles, dans un délai de 15 jours, par courrier du 06/12/2021 ;

VU l'absence de réponse du pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT que le plan d'eau n'est pas alimenté par un cours d'eau et existait avant mars 1993, date de mise en application de l'obligation de déclaration de la réalisation des plans d'eau ;

CONSIDÉRANT que ces éléments permettent de régulariser le plan d'eau.

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

TITRE I – OBJET DE L’AUTORISATION

Article I.1 : BÉNÉFICIAIRE

Les titulaires du présent arrêté, ci-dessous nommés « le bénéficiaire », sont Monsieur Emmanuel BESSEAU et Madame Edwige BESSEAU, demeurant 20 rue Jean Monnet, 35640 Martigné-Ferchaud.

Article I.2 : OBJET DE L’AUTORISATION

L’arrêté porte sur la régularisation d’un plan d’eau et la définition des prescriptions spécifiques liées à sa gestion.

Rubrique de la nomenclature de l’article R. 214-1 du code de l’environnement concernée :

N° de la rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (Autorisation) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (Déclaration).	Déclaration	-

Article I.3 : CARACTÉRISTIQUES DE L’OUVRAGE AUTORISÉ

L’ouvrage est localisé à l’ouest du lieu-dit « L’Oullerie », parcelle ZK 7 sur la commune de Villepot.

Le centre du plan d’eau est situé aux coordonnées (Lambert 93) :

X= 380 018 m, Y = 6 749 346 m

Le plan d’eau présente les caractéristiques suivantes :

- surface : 2 600 m²,
- profondeur maximale : 2,5 m,
- volume : 6 500 m³.

Le plan d’eau est équipé d’un dispositif de vidange par vannage.

Le plan d’eau dispose d’un dispositif de trop plein constitué d’une buse de diamètre 200 mm.

Article I.4 : USAGE DU PLAN D’EAU

Le plan d’eau est destiné à l’usage suivant : loisir, agrément paysager.

TITRE II – DISPOSITIONS GÉNÉRALES COMMUNES

Article II.1 : CONFORMITÉ AU DOSSIER ET DEMANDE DE MODIFICATION

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu des dossiers susvisés, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur, notamment celles relatives à l'urbanisme.

Toute modification substantielle, au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute autre modification notable intervenant dans les mêmes circonstances doit être portée à la connaissance du préfet avant réalisation, par le bénéficiaire avec tous les éléments d'appréciation.

Le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du Code de l'environnement à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Article II.2 : TRANSFERT DE BÉNÉFICIAIRE

En application de l'article R.214-40-2 du code de l'environnement, tout transfert du bénéfice du présent arrêté doit être porté à la connaissance du préfet par le nouveau bénéficiaire dans les trois mois suivant la prise en charge de l'ouvrage.

Article II.3 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION – DURÉE DE L'AUTORISATION

L'exploitation des aménagements est accordée sans limitation de durée.

La demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation est adressée au préfet par le bénéficiaire 1 an au moins avant la date d'expiration de l'autorisation, dans les conditions prévues aux articles L.181-15 et R.181-49 du Code de l'environnement.

Article II.4 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou de faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

Article II.5 : ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET EXERCICE DES MISSIONS DE POLICE

Les agents en charge de missions de contrôle au titre du Code de l'environnement ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L. 181-16 du Code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article II.6 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article II.7 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

TITRE III – MESURES ENVIRONNEMENTALES ET DE GESTION DE LA RETENUE

Article III.1 : GESTION DES NIVEAUX D'EAU ET DES ÉQUIPEMENTS

Le bénéficiaire vérifie le bon fonctionnement des ouvrages de gestion, de vidange, a minima une fois par an.

Article III.2 : REMPLISSAGE DU PLAN D'EAU

Le remplissage du plan d'eau est réalisé, exclusivement, par alimentation naturelle (source, ruissellement), sans pompage ou dérivation de cours d'eau.

Article III.3 : RESTITUTION DES EAUX A L'AVAL

Les eaux excédentaires sont restituées par l'intermédiaire d'un dispositif de surverse de type buse, dans un fossé rejoignant le ruisseau La Brutz s'écoulant à 460 m environ du plan d'eau.

La qualité des eaux restituées ne doit pas générer une différence, mesurée entre l'amont du point de rejet et 100 m à l'aval de ce point, pendant la période du 15 juin au 15 octobre, de :

- 1°C pour la température,
- 1 mg/l pour la quantité d'oxygène dissous.

Article III.4 : LUTTE CONTRE LES ESPÈCES ENVAHISSANTES

Le bénéficiaire veille à limiter le développement des espèces exotiques envahissantes par des moyens adaptés et respectueux des enjeux environnementaux.

En cas de travaux, toutes les mesures sont prises afin d'éviter la dispersion des espèces invasives.

Article III.5: GESTION DE LA VÉGÉTATION ET ENTRETIEN DU PLAN D'EAU, DE L'OUVRAGE DE RETENUE ET DES BERGES

Le bénéficiaire veille à empêcher le développement de végétation ligneuse ou toute végétation pouvant mettre en cause la stabilité de l'ouvrage.

En cas de développement de végétation répondant au critère ci-dessus, le bénéficiaire met en place un programme d'entretien compatible avec les espèces animales ou végétales présentes. Notamment les travaux d'entretien des arbustes sont proscrits du 1er mars au 31 juillet hors nécessité d'urgence pouvant mettre en cause la stabilité et la sécurité de l'ouvrage.

Toute demande de modification d'une des périodes définies ci-dessus fait l'objet d'un porter à connaissance circonstancié pour validation préalable par le service en charge de la police de l'eau, sauf si cette période est prévue dans un plan de gestion du site Natura 2000.

Hors entretien courant le bénéficiaire informe le service en charge de la police de l'eau de la DDTM des opérations d'entretien significatif au moins quinze jours à l'avance, sauf dans le cas où l'urgence impose une intervention immédiate.

Article III.6 : OPÉRATIONS DE VIDANGE

Le bénéficiaire informe le service en charge de la police de l'eau pour accord préalable, au moins quinze jours à l'avance de la date du début de la vidange et du début de la remise en eau. Il précise les moyens prévus pour le respect des prescriptions précisées ci-après.

Les opérations de vidange ou de remise en eau sont réalisées en dehors de la période allant du 1^{er} juin au 30 septembre.

Le bénéficiaire est par ailleurs tenu de se conformer à toute mesure départementale de restriction des usages de l'eau imposée dans le cadre de la gestion de la ressource en eau en condition de sécheresse.

Le bénéficiaire vérifie le bon fonctionnement des ouvrages de vidange (ouverture, fermeture, réglage) préalablement à sa demande.

Le débit de vidange est adapté afin

- de ne pas porter préjudice aux propriétés et ouvrages publics situés à l'aval,
- d'éviter les départs de sédiments,
- de limiter l'impact sur les espèces présentes.

Ce débit ne peut excéder le débit de plein bord du cours d'eau à l'aval et si besoin il peut être momentanément interrompu en cas de risque pour l'un de ces éléments.

Durant la vidange, les eaux rejetées dans le cours d'eau respectent les valeurs suivantes en moyenne sur deux heures :

- matières en suspension (MES) : inférieure à 1 gramme par litre ;
- ammonium (NH₄) : inférieure à 2 milligrammes par litre ;
- teneur en oxygène dissous (O₂) : supérieure à 3 milligrammes par litre.

La qualité des eaux de vidange doit être particulièrement surveillée ou vérifiée dans les dernières heures de la vidange où le risque de transport des sédiments de fond est le plus fort.

Des dispositifs limitant les départs de sédiment sont mis en place afin d'empêcher le départ de sédiments en aval. Dans le cas de dispositifs pérennes, le bénéficiaire s'assure de leur bon état de fonctionnement et de leur entretien préalablement à la vidange.

L'opération de vidange est conduite de manière à permettre la récupération de tous les poissons et crustacés entraînés par le flux de la vidange, afin notamment d'éviter le passage des espèces indésirables dans le milieu récepteur.

Les individus des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, non représentées sur le territoire français, et des espèces exotiques envahissantes sont détruits dans les meilleurs délais.

Article III.7 : TRAVAUX SUR LE PLAN D'EAU

Toute opération de travaux de modification du plan d'eau peut relever de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement susvisé.
Le présent arrêté ne constitue pas une autorisation pour ces opérations.

Article III.8 : EMPOISSONNEMENT

Toute opération d'empoissonnement du plan d'eau ne peut être réalisée qu'à partir de poissons issus de pisciculture agréée et respecte les dispositions des articles L.432-10 et L.432-12 du code de l'environnement.

Dans le cas où le bénéficiaire envisage de relâcher des poissons issus d'une pêche de sauvegarde, le bénéficiaire transmet une demande préalable pour validation auprès du service en charge de la police de l'eau, au minimum 15 jours avant l'opération.

Le plan d'eau est considéré comme une eau close.

TITRE IV – DISPOSITIONS FINALES

Article IV.1 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Conformément à l'article R. 214-37 du Code de l'environnement :

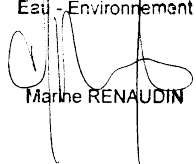
- un extrait de la présente autorisation est affiché dans la mairie de Villepot, pendant une durée minimale d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné ;
- l'arrêté est adressé au Conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du Code de l'environnement ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois.

Article IV.2 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique et le maire de la commune de Villepot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique.

À Nantes, le 21 janvier 2022

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer et par délégation,

La cheffe du service
Eau - Environnement

Marine RENAUDIN

Liste des Annexes :
Annexe 1 : Plan de localisation

Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions des articles L.214-10 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, CS 24111, 44041 Nantes cedex 1 :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision à la mairie de Villepot ;
2. par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2 ci-dessus.

